

## **Le 14 octobre : une occasion de solidarité nationale.**

Gilbert Paquette, André Brunel, Micheline Labelle, Andrée Lajoie Marilyse Lapierre, Louis LaRochelle, Philippe Leclerc, Clément Loranger, Ercilia Palacio-Quintin, François Rocher, Simon-Pierre Savard-Tremblay

Membres du CA des intellectuels pour la souveraineté (IPSO)

Chaque campagne électorale fédérale concerne le choix du gouvernement d'un pays où nous sommes minoritaires mais auquel nous acceptons encore de confier une part importante de nos affaires. Nous devons y participer pour y défendre les intérêts du Québec, mais en nous rappelant que jouer toujours à la défensive ne permet pas de gagner, uniquement d'éviter ou de retarder le recul.

Dans cette élection, jamais le choix offert aux Québécois-ses n'aura été aussi insignifiant. Harper ou Dion ? Selon toute probabilité nous aurons l'un des deux hommes comme prochain Premier ministre du Canada et probablement l'autre comme chef de l'opposition loyale de sa majesté. On nous offre le choix entre le fossoyeur de Kyoto et le père de la loi sur la « clarté ». Deux chefs, deux partis, dont les politiques diffèrent à la marge, mais qui ont en commun l'obligation de se conformer aux vœux de la majorité canadienne dont le centre de gravité se déplace de plus en plus vers l'ouest. Deux chefs, deux partis, qui, tout comme les Verts et le NPD, se doivent pour se faire élire, démocratie oblige, de satisfaire la majorité du Canada aux dépens du peuple québécois.

Traditionnellement, lorsqu'interrogés sur l'évolution du Canada, la très grande majorité des canadiens anglais sont réfractaires à l'attribution de pouvoirs spéciaux ou d'avantages pour le Québec jugés contraires à la nature même du Canada. Le Québec devrait être, autant que possible, une province comme les autres. La réalité à l'extérieur du Québec est que le Canada continue à se construire comme nation indépendamment des aspirations du Québec et du désir très majoritaire de la population de gérer une part croissante (ou totale) de ses affaires.

Il s'agit là d'une tendance bien actuelle dans la population canadienne à l'extérieur du Québec qui va choisir le prochain Gouvernement canadien, tendance qui ne peut que s'accroître avec la proportion de plus en plus faible de Québécois dans l'ensemble canadien. Lors du débat des chefs, on a bien noté l'absence totale d'appui ou même de réaction des quatre autres chefs de partis à chaque fois que le chef du Bloc québécois évoquait les consensus du Québec sur des questions comme la culture, les jeunes contrevenants, ou l'absence de réalité concrète derrière la reconnaissance de « la nation québécoise dans un Canada uni ». Curieusement, les ouvertures précampagne du NPD ou du Parti conservateur semblent disparues, notamment dans le programme conservateur dévoilé cette semaine quant au sénat ou limitation, sans effets concrets, du pouvoir de dépenser du fédéral dans les champs de compétence des provinces. Même les demandes d'un premier ministre fédéraliste du Québec n'obtiennent aucune réponse.

Indifférence, dialogue de sourds ou plutôt intérêt électoral bien compris qui consiste à ne pas indisposer la majorité de la population canadienne réfractaire à tout ce qui a l'air d'un avantage pour le Québec.

On l'a vu encore une fois, une élection fédérale, quel qu'en soit le résultat, ne peut mener à une seule compétence de plus pour notre gouvernement national, pour que le Québec puisse relever les défis pressants que sont l'érosion du français à Montréal, la lutte pour l'indépendance énergétique et le développement durable, le combat contre la pauvreté et la précarité. On l'a bien vu dans ce début de consensus possible entre les principaux partis politiques du Québec quant au rapatriement des compétences en matière de culture et de communication, proposition qui n'a reçu aucun appui à l'extérieur du Québec. Ces compétences et d'autres, il faudra la force d'une majorité au sein de la nation québécoise pour les imposer.

Cette campagne a permis de démystifier le rôle dévolu au Québec dans le régime actuel et de mettre en évidence les larges consensus au Québec sur nos objectifs comme nation. Contrairement à une élection québécoise où la lutte électorale rend les alliances plus difficiles, au fédéral rien n'empêche les nationalistes de toute tendance de faire bloc avec les souverainistes pour envoyer à Ottawa une forte majorité de députés du Bloc québécois. Il y a là une extraordinaire occasion de convergence, de solidarité nationale pour en arriver un jour à cet indispensable appui majoritaire au Québec qui nous permettra d'imposer nos priorités comme nation.

Cette campagne doit aussi servir à abattre l'illusion d'une soi-disant « participation au pouvoir fédéral ». Comme si le Québec était puissant lorsqu'il votait majoritairement libéral sous Trudeau lors du coup de force constitutionnel de 1982 où les aspirations du Québec ont été bafouées, ou lorsqu'il votait conservateur sous Mulroney où les maigres changements constitutionnels du « beau risque » ont lamentablement échoué. Dans un parti comme dans l'autre, les députés du Québec sont en général bâillonnés, comme on le voit actuellement dans le cas des coupures dans le domaine de la culture ou au chapitre du développement régional.

Nous, intellectuels pour la souveraineté, appuyons sans réserve le Bloc québécois parce qu'il permet à la très grande majorité de la population québécoise de voter selon ses convictions et ses intérêts nationaux, un premier pas pour sortir du carcan fédéral qui nous diminue comme nation.